

# CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT

Commission statutaire du 11 juin 2014

## **Rapport de présentation du projet de décret relatif à la prorogation de la durée des mandats des membres de certains organismes consultatifs au sein desquels s'exerce la participation des fonctionnaires et agents de l'Etat**

L'harmonisation de la durée des mandats des instances de concertation et le renouvellement simultané de leur composition figurent parmi les engagements pris dans le cadre des accords de Bercy du 2 juin 2008 sur la rénovation du dialogue social dans la fonction publique.

La mise en œuvre de cette réforme a nécessité d'organiser, en deux étapes successives, la convergence des cycles électoraux : alors que des élections avaient été organisées simultanément dans la fonction publique de l'Etat et dans la fonction publique hospitalière à la fin de l'année 2011, la seconde étape verra le premier renouvellement général commun aux trois fonctions publiques s'opérer en décembre 2014.

Pour ce second temps de la convergence, les décisions visant à mettre fin aux mandats des membres de toutes les instances au 31 décembre 2014, par réduction ou prorogations selon le cas, ont été prises par arrêtés des ministres concernés et de la ministre chargée de la fonction publique dans la limite d'une durée maximale de dix-huit mois. Ces arrêtés ont été pris en application de l'article 42<sup>1</sup> du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires (CAP) ou de l'article 53<sup>2</sup> du décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques (CT) dans les administrations et les établissements publics de l'Etat.

Toutefois, dans certains cas, la prorogation de dix-huit mois ne permet pas le maintien des mandats en cours jusqu'au 31 décembre 2014. C'est la raison pour laquelle une prorogation supplémentaire doit être envisagée, par décret en Conseil d'Etat. L'article 34<sup>3</sup> de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique d'Etat prévoit en effet la possibilité de réduire ou proroger le mandat des membres de toutes les instances de concertation, dans la limite de trois ans, par décret en Conseil d'Etat.

Tel est l'objet de l'article 1<sup>er</sup> du projet de décret soumis au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat.

---

<sup>1</sup> Art 42 du décret CAP : « Dans l'intérêt du service, la durée du mandat d'une commission administrative paritaire peut être réduite ou prorogée, par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique et du ministre intéressé. Cette réduction ou prorogation ne peut excéder une durée de dix-huit mois ».

<sup>2</sup> Art 53 du décret CT : « Dans l'intérêt du service, la durée du mandat des représentants des personnels d'un comité technique peut être réduite ou prorogée, par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique et du ministre intéressé. Cette réduction ou prorogation ne peut excéder une durée de dix-huit mois ».

<sup>3</sup> Art. 34 de la loi du 5 juillet 2010 : « Afin de permettre la convergence des élections des organismes consultatifs, la durée du mandat des membres du Conseil commun de la fonction publique, du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat, du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale et du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière, des commissions administratives paritaires et des comités compétents en matière d'hygiène et de sécurité relevant des trois fonctions publiques, des comités techniques paritaires et des comités techniques relevant de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale ou des institutions qui en tiennent lieu en application de dispositions législatives spécifiques, des comités consultatifs nationaux et des comités techniques d'établissement relevant de la fonction publique hospitalière peut être réduite ou prorogée, dans la limite de trois ans, par décret en Conseil d'Etat ».

Par ailleurs, il a été constaté que dans de rares cas, les décisions de nomination des membres qui devaient être prises à la suite du renouvellement de 2011 sont intervenues très tardivement. De ce fait, les mandats, qui ont débuté courant 2012, pour une durée de quatre ans, doivent être réduits de plus de dix-huit mois. Les cinq instances concernées font l'objet de l'article 2 du projet de décret.

En ce qui concerne le Conseil commun de la fonction publique et le Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat, il est rappelé que, en application de l'article 6<sup>4</sup> du décret n° 2012-148 du 30 janvier 2012 relatif au Conseil commun de la fonction publique (CCFP) et de l'article 7<sup>5</sup> du décret n° 2012-225 du 16 février 2012 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat (CSFPE), le mandat des représentants des organisations syndicales sera renouvelé au terme du renouvellement général des organismes consultatifs pris en compte pour leur composition. Ces seules dispositions suffisent en conséquence à mettre fin automatiquement aux mandats des représentants du personnel du CCFP et du CSFPE dès l'installation des membres qui les remplaceront.

Vous trouverez en annexe au présent rapport de présentation un tableau indiquant, pour chacune des instances concernées par le projet de décret, la durée de la prorogation ou de la réduction envisagée.

La commission statutaire du CSFE siégera en section consultative dans la mesure où ce projet de décret lui est soumis au titre des dispositions du II de l'article 2 du décret n° 2012-225 du 16 février 2012 relatif au CSFPE.

---

<sup>4</sup> Article 6 du décret CCFP :

Le mandat des membres des collèges mentionnés aux 1° et 3° du I de l'article 4 a une durée de quatre ans. Son renouvellement intervient au terme du renouvellement général des organismes consultatifs pris en compte pour la composition du Conseil commun.

<sup>5</sup> Art 7 du décret CSFPE :

Les membres du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat sont nommés pour quatre ans. Le renouvellement du Conseil supérieur intervient au terme du renouvellement général mentionné à l'article 12 du décret du 15 février 2011 susvisé.

## ANNEXE

### 1°) Liste des instances nécessitant une prorogation supplémentaire

<b>Ministère des affaires étrangères</b>	<b>Date de fin de mandat à l'issue de la prorogation de 18 mois déjà prononcée</b>
CT – Services du MAE implantés à Nantes	<b>30 novembre 2014</b>
CHSCT – Services du MAE implantés à Nantes	<b>20 novembre 2014</b>

<b>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</b>	<b>Date de fin de mandat à l'issue de la prorogation de 18 mois déjà prononcée</b>
CAP nationale – Chargés d'études documentaires (CED)	<b>19 juillet 2014</b>
CT et CHSCT centraux – Établissement nationale des invalides de la marine (ENIM)	<b>16 septembre 2014</b>
CAP locale – Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) – Géomètres	<b>19 novembre 2014</b>
CAP locale – Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) – Ingénieurs des travaux géographiques et cartographiques de l'État (ITGCE)	<b>19 novembre 2014</b>
CT et CHSCT régionaux placés auprès des DREAL (Alsace, Aquitaine, Auvergne, Basse-Normandie, Bourgogne, Bretagne, Centre, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Poitou-Charentes)	<b>6 novembre 2014</b>
CT et CHSCT spéciaux – Centre d'études des tunnels (CETU)	<b>6 novembre 2014</b>
CT et CHSCT spéciaux – Centre national des ponts de secours (CNPS)	<b>6 novembre 2014</b>
CT et CHSCT spéciaux – Centre de prestations et d'ingénierie informatiques (CPII)	<b>6 novembre 2014</b>
CT et CHSCT spéciaux – École des ponts et chaussées (ENPC)	<b>6 novembre 2014</b>
CT et CHSCT spéciaux – École nationale des techniciens de l'équipement (Aix-en-Provence et Valenciennes) (ENTE)	<b>6 novembre 2014</b>
CT et CHSCT spéciaux – École nationale des travaux publics de l'État (ENTPE)	<b>6 novembre 2014</b>

CT et CHSCT spéciaux – Service technique des remontées mécaniques et des transports guidés (STRMTG)	<b>6 novembre 2014</b>
CT et CHSCT centraux – Agence nationale de l'habitat (ANAH)	<b>6 novembre 2014</b>
CCP – Personnel non titulaire relevant du règlement du service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements (SETRA)	<b>18 novembre 2014</b>

<b>Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche</b>	<b>Date de fin de mandat à l'issue de la prorogation de 18 mois déjà prononcée</b>
CT spécial – Recteur d'Académie de Nantes	<b>11 juillet 2014</b>
CT spécial – Recteur d'Académie de Rouen	<b>25 juillet 2014</b>
CT spécial – Recteur d'Académie d'Aix-Marseille	<b>26 juillet 2014</b>
CT spécial – Recteur d'Académie de Montpellier	<b>30 juillet 2014</b>
CT spécial – Recteur d'Académie de Poitiers	<b>30 juillet 2014</b>
CT spécial – Recteur d'Académie de Créteil	<b>1er août 2014</b>
CT spécial – Recteur d'Académie de Toulouse	<b>1er août 2014</b>
CT spécial – Recteur d'Académie de Lyon	<b>4 août 2014</b>
CT spécial – Recteur d'Académie de Dijon	<b>6 août 2014</b>
CT spécial – Recteur d'Académie de Rennes	<b>8 août 2014</b>
CT spécial – Recteur d'Académie de Guadeloupe	<b>9 août 2014</b>
CT spécial – Recteur d'Académie de Bordeaux	<b>16 août 2014</b>
CT spécial – Recteur d'Académie de Nancy-Metz	<b>16 août 2014</b>
CT spécial – Recteur d'Académie de Caen	<b>18 août 2014</b>
CT spécial – Recteur d'Académie de Versailles	<b>18 août 2014</b>
CT spécial – Recteur d'Académie de Martinique	<b>27 août 2014</b>
CT spécial – Recteur d'Académie de Reims	<b>27 août 2014</b>
CT spécial – Recteur d'Académie de Paris	<b>31 août 2014</b>

CT spécial – Recteur d’Académie de Lille	<b>3 septembre 2014</b>
CT spécial – Recteur d’Académie de Strasbourg	<b>6 septembre 2014</b>
CT spécial – Recteur d’Académie de Nice	<b>9 septembre 2014</b>
CT spécial – Recteur d’Académie d’Amiens	<b>10 septembre 2014</b>
CT spécial – Recteur d’Académie de Besançon	<b>10 septembre 2014</b>
CT – Centre technique du livre de l’enseignement supérieur (CTLES)	<b>10 septembre 2014</b>
CT spécial – Recteur d’Académie de Limoges	<b>14 septembre 2014</b>
CT spécial – Recteur d’Académie de Corse	<b>15 septembre 2014</b>
CT spécial – Recteur d’Académie de Grenoble	<b>19 septembre 2014</b>
CT – Ecole nationale supérieure des arts et techniques du théâtre (ENSATT)	<b>22 septembre 2014</b>
CT – Etablissement public d’aménagement universitaire de la région Ile-de-France (EPAURIF)	<b>30 septembre 2014</b>
CT spécial – Recteur d’Académie de la Réunion	<b>6 octobre 2014</b>
CAP – Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM)	<b>23 octobre 2014</b>
CT spécial – Recteur d’Académie d’Orléans-Tours	<b>28 octobre 2014</b>
CT spécial – Recteur d’Académie de Clermont-Ferrand	<b>29 octobre 2014</b>
CT – Ecole normale supérieure de Lyon (ENS Lyon)	<b>19 novembre 2014</b>
CT spécial – Recteur d’Académie de Guyane	<b>25 novembre 2014</b>
CT – Bibliothèque nationale universitaire de Strasbourg (BNUS)	<b>25 novembre 2014</b>
CT – Ecole nationale supérieure de Chimie de Paris (ENSCP)	<b>30 novembre 2014</b>
CT – Ecole pratique des hautes études (EPHE)	<b>1er décembre 2014</b>

<b>Ministère des affaires sociales et de la santé</b>	<b>Date de fin de mandat à l'issue de la prorogation de 18 mois déjà prononcée</b>
CT – Etablissement de préparation de réponses aux urgences sanitaires (EPRUS)	<b>1<sup>er</sup> août 2014</b>
CT – Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)	<b>21 août 2014</b>
CAP – Corps des professeurs d'enseignement général des Instituts nationaux de jeunes sourds (INJS) et de l'Institut national des jeunes aveugles (INJA)	<b>18 novembre 2014</b>
CAP – Corps des techniciens de physiothérapie relevant du ministre chargé de la santé	<b>18 novembre 2014</b>
CAP – Corps des secrétaires administratifs relevant des ministres chargés des affaires sociales	<b>18 novembre 2014</b>
CCP – Agents contractuels de l'administration centrale et des services extérieurs du ministère du travail et du ministère de la santé et de la sécurité sociale (Décret n° 78-457)	<b>4 novembre 2014</b>
CTE – Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM)	<b>15 décembre 2014</b>
CTE – Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP)	<b>15 décembre 2014</b>

<b>Ministère de la culture et de la communication</b>	<b>Date de fin de mandat à l'issue de la prorogation de 18 mois déjà prononcée</b>
CT et CHSCT – DRAC Pays-de-la-Loire	<b>30 septembre 2014</b>
CT – Centre des monuments nationaux	<b>7 octobre 2014</b>
CT – Musée d'Orsay et musée de l'Orangerie	<b>12 octobre 2014</b>
CHSCT – Centre des monuments nationaux	<b>17 octobre 2014</b>
CT – DRAC Basse-Normandie	<b>28 octobre 2014</b>
CT – Centre national d'art et de culture Georges Pompidou	<b>29 octobre 2014</b>
CHSCT – DRAC Basse-Normandie	<b>1er novembre 2014</b>
CT spécial – Direction générale des patrimoines	<b>15 novembre 2014</b>
CT – DRAC Guyane	<b>15 novembre 2014</b>

CHSCT – Musée d'Orsay et musée de l'Orangerie	<b>15 novembre 2014</b>
CT – Château, musée et domaine national de Versailles	<b>15 novembre 2014</b>
CHSCT – Château, musée et domaine national de Versailles	<b>17 novembre 2014</b>
CT et CHSCT – DRAC Franche-Comté	<b>17 novembre 2014</b>
CT et CHSCT – Château de Fontainebleau	<b>18 novembre 2014</b>
CT et CHSCT – Musée Rodin	<b>21 novembre 2014</b>
CT et CHSCT – DRAC Corse	<b>26 novembre 2014</b>
CT spécial et CHSCT spécial – Mobilier national et manufactures nationales des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie	<b>26 novembre 2014</b>
CT et CHSCT – Musées des arts asiatiques de Guimet	<b>26 novembre 2014</b>
CT et CHSCT – DRAC Bretagne	<b>30 novembre 2014</b>
CT et CHSCT – DRAC Midi-Pyrénées	<b>30 novembre 2014</b>
CT et CHSCT – DRAC Poitou-Charentes	<b>30 novembre 2014</b>
CT et CHSCT – Centre national du cinéma et de l'image animée	<b>30 novembre 2014</b>
CT et CHSCT – DRAC Aquitaine	<b>1er décembre 2014</b>
CT – DRAC Limousin	<b>2 décembre 2014</b>
CT – Bibliothèque publique d'information	<b>3 décembre 2014</b>
CT et CHSCT – DRAC Rhône-Alpes	<b>5 décembre 2014</b>
CT – École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille	<b>7 décembre 2014</b>
CT – DRAC Provence-Alpes-Côte-d'Azur	<b>12 décembre 2014</b>
CT – DRAC Lorraine	<b>14 décembre 2014</b>
CT – Centre national des arts plastiques	<b>14 décembre 2014</b>
CT – DRAC Picardie	<b>15 décembre 2014</b>
CT et CHSCT – École nationale supérieure des arts décoratifs	<b>15 décembre 2014</b>
CHSCT spécial – Musées et domaines de Compiègne et Blérancourt	<b>15 décembre 2014</b>
CT et CHSCT – DRAC Alsace	<b>19 décembre 2014</b>

CT et CHSCT – DRAC Nord-Pas-de-Calais	<b>19 décembre 2014</b>
CT et CHSCT – École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville	<b>19 décembre 2014</b>
CT et CHSCT – DRAC Auvergne	<b>20 décembre 2014</b>
CT – Centre national du livre	<b>20 décembre 2014</b>
CT et CHSCT – École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais	<b>23 décembre 2014</b>
CT et CT spéciaux ; CHSCT et CHSCT spéciaux – Institut national de recherches archéologiques préventives (sauf Méditerranée)	26 décembre 2014
CHSCT spécial – Musée et domaine du château de Pau	26 décembre 2014
CT – École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand	27 décembre 2014
CT et CHSCT – Bibliothèque nationale de France	28 décembre 2014
CT et CHSCT – École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine	29 décembre 2014
CAP – Conservateurs généraux des patrimoines	<b>28 mai 2014 (avec une prorogation de 12 mois)</b>
CCP – Agents non titulaires de l'administration centrale du ministère de la culture et de la communication	<b>Juillet 2014 (prorogation limitée à 12 mois par le texte de création)</b>
CAP – Adjoints techniques des administrations de l'État	<b>20 juillet 2014 (avec une prorogation de 12 mois)</b>
CCP – Bibliothèque nationale de France	<b>7 août 2014 (prorogation limitée à 12 mois par le texte de création)</b>

<b>Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt</b>	<b>Date de fin de mandat à l'issue de la prorogation de 18 mois déjà prononcée</b>
CAP nationale – Adjoints techniques	<b>12 octobre 2014</b>
CT – DRAAF Alsace	<b>30 octobre 2014</b>
CT – DRAAF Bourgogne	<b>11 novembre 2014</b>
CT – DRAAF Bretagne	<b>11 novembre 2014</b>
CT – DRAAF Haute-Normandie	<b>11 novembre 2014</b>
CT – DRAAF Picardie	<b>19 novembre 2014</b>



CAP nationale – Conseillers principaux d'éducation de l'enseignement agricole	<b>19 novembre 2014</b>
CT – DRAAF Poitou-Charentes	<b>27 novembre 2014</b>
CAP nationale – Professeurs de lycée professionnel agricole	<b>27 novembre 2014</b>
CT – DRAAF Aquitaine	<b>1er décembre 2014</b>
CT – DRAAF Corse	<b>1er décembre 2014</b>
CT – DRAAF Centre	<b>1er décembre 2014</b>
CAP nationale – Professeurs certifiés d'enseignement agricole	<b>2 décembre 2014</b>
CT – DRAAF Champagne-Ardenne	<b>5 décembre 2014</b>
CT – DRAAF Provence-Alpes-Côte d'Azur	<b>7 décembre 2014</b>
CT – DRAAF Nord-Pas-de-Calais	<b>14 décembre 2014</b>
CT – DRAAF Auvergne	<b>24 décembre 2014</b>
CCP – Inspecteurs de l'enseignement agricole	<b>24 décembre 2014</b>
CT – DRAAF Rhône-Alpes	29 décembre 2014

**2°) Liste des instances nécessitant une réduction de mandat supérieure à 18 mois**

<b>Ministère de la justice</b>	<b>Date de fin normale de mandat</b>
CCP – Nationale – Agents non titulaires de l'administration centrale du ministère de la justice	27 juillet 2016
CCP – Interrégionale – Sud-Ouest	14 novembre 2016
CCP spéciale – Ecole nationale de protection judiciaire de la jeunesse	8 septembre 2017

<b>Ministère de la défense</b>	<b>Date de fin normale de mandat</b>
CT – Base de défense de la Nouvelle-Calédonie	15 juillet 2016
CT – Centre ministériel de gestion de Bordeaux	13 août 2016